

## **Le développement durable**

### **Description de l'atelier**

Depuis le dépôt en 1973 du rapport Meadow sur les « Limites de la croissance », de l'élaboration du concept d'éco-développement au début des années 1980, de la diffusion du rapport Brundtland en 1986 et aussi du rendez-vous de Rio de 1992, le caractère durable des pratiques de développement économique et social est devenu une finalité largement partagée. Finalité universelle qui fait face néanmoins à des contraintes importantes dans son application concrète en fonction d'objectifs précis et mesurables à atteindre. À travers les divers et multiples programmes et plans de développement, un important travail opérationnel est à effectuer afin que la durabilité devienne partie prenante des actions quotidiennes.

À Ville de Saguenay et dans sa région, le développement durable touche a priori toutes les sphères de l'activité humaine. L'appropriation de cette finalité par la collectivité a pris la formule originale et inédite d'une « région laboratoire de développement durable ». Furent ainsi acquises des avancées conceptuelles fort intéressantes. En outre, de nouveaux outils de mesure des divers éléments de l'environnement ont été mis au point. Finalement, des modalités concrètes de travail sur le terrain ont été déployées dans un esprit d'application, de retour, de correction, de nouvel essai, etc. De nombreuses retombées locales et régionales illustrent aujourd'hui que le développement durable a considérablement progressé sur le continuum entre la valeur et l'action.

Quels sont les enjeux très actuels du développement durable au Saguenay-Lac-Saint-Jean ? De quels instruments avons-nous besoin pour relever les défis de demain ? Comment les apôtres du développement durable peuvent-ils entrevoir 2025 pour la région ?

Panélistes :

Claude Villeneuve, Université du Québec à Chicoutimi  
Germain Côté. Gencotech  
Christiane Gagnon, Université du Québec à Chicoutimi

## **Compte-rendu de l'atelier**

### **Diagnostic**

- Le terme développement durable réfère à une notion temporelle et ça réfère souvent à la protection de l'environnement et à la gestion de nos ressources naturelles. C'est vrai que c'est cela mais ce n'est pas uniquement cela. Il y a aussi la dimension de l'harmonisation avec l'économie mais c'est aussi la dimension de gouvernance, de notre gouvernance sur la participation citoyenne et aussi toute la dimension d'équité sociale qui est sous-jacente à la définition du rapport Brundtland.
- On parle de développement viable et durable parce qu'actuellement l'ensemble des chercheurs dans le monde s'entendent pour dire que non seulement il y a trois piliers au développement durable soit l'économie, l'environnement et la dimension sociale, qui fait entre autres références à toute la question de l'équité sociale entre les genres, entre les jeunes et les moins jeunes, entre les territoires, mais aussi toute cette notion de gouvernance qui constitue un quatrième pôle important. Et pourquoi on parle du développement durable? Pour améliorer nos conditions de vie, pour améliorer notre qualité de vie. Voilà ce que l'on entend par développement viable et durable.
- Nous avons une société civile dans la région et un mouvement communautaire passablement actif. Si on se met à faire la comptabilité du nombre d'organismes qui agissent à tous les niveaux que ce soit communautaire, économique, sportif, c'est incroyable. Le nombre de bénévoles et l'implication, très souvent, c'est ce qui fait la différence dans une qualité de vie. La présence de ce mouvement communautaire, de ces mouvements associatifs, fait la différence qui fait que l'on aime vivre dans un milieu, dans une ville ou dans une autre.

- Il y a un bassin d'expertises et d'innovations dans les institutions privées, publiques et même communautaires, qu'il s'agisse d'enseignement, de culture, de santé et de technologie. On pourrait donner plusieurs exemples. On pourrait même dire qu'il y a un bassin d'expertises et d'innovations aussi dans la société civile et dans le mouvement communautaire.
- Sur le territoire du Saguenay comme du Lac-Saint-Jean, il y a des écoles Brundtland, des écoles vertes, qui se sont données pour mission de sensibiliser nos leaders de demain et nos enfants à l'importance entre autres de la protection environnementale et même de la collaboration et de la coopération avec d'autres pays.
- Ici, on a fait plusieurs exercices au niveau de la planification stratégique. La dernière planification stratégique a inclus le développement durable dans la planification stratégique et ça on peut dire que l'on est une des premières régions à faire cela. Non seulement on a adopté la deuxième planification stratégique où il y avait du développement durable, mais on a spécifié la dimension humaine et de l'équité sociale dans la planification stratégique ce qui est déjà une porte.
- On a des pratiques de développement durable et viable. Pensons seulement à la collecte des déchets, à l'aménagement des berges, etc. On a aussi un certain nombre d'entreprises sociales, d'entreprises vertes et d'entreprises qui ont un code de conduite environnemental. On sait que maintenant les grandes entreprises comme Alcan ont des codes d'éthique, des codes de conduite, des stratégies de durabilité assez imposantes. Maintenant il faut évidemment toujours confronter cela à la pratique et à la réalité.
- Le développement durable, il y a plusieurs manières de définir cela. Toujours est-il que c'est sûr que du côté des acquis, régionalement, il y a plus d'une dizaine d'années, les élus et la population de façon générale se sont dotés d'un organisme, d'un outil qui s'appelait la Région

laboratoire de développement durable. C'était visionnaire à ce moment-là.

- En 1983, un livre intitulé « Des animaux malades de l'Homme » fut publié. C'était un livre sur la situation environnementale de la faune au Québec. Ce n'était pas drôle, on était beaucoup plus pollué en 1983 qu'on ne l'est aujourd'hui. Quand on dit beaucoup plus pollué, il faut rappeler qu'en 1992, lors de la Conférence de Rio, les papetières déversaient encore directement dans les cours d'eau très souvent. Jusqu'en 1994 même pour certaines d'entre elles. Si on parle de 1982, les nageurs qui faisaient la Traversée du Lac-Saint-Jean cette année-là se sont plaints à l'organisation de rencontrer sur leur passage des objets flottants non identifiables. Il n'y avait aucune paroisse au Lac-Saint-Jean, sauf Mashteuiatsh et Saint-Thomas-Didyme, qui avait un système d'épuration des eaux en 1983. Il faut voir tout cela comme étant une évolution à l'intérieur de 21 ans.

### **Déterminants**

- C'est toujours important de dire à quelle école on se situe et comme certains se situent à l'école humaniste du développement durable, du développement régional, on pense que cette dimension humaine et d'équité sociale va toujours être présente dans tout ce que l'on entreprend et dans tout ce que l'on fait, dans toutes les innovations que l'on peut mettre sur pied.
- On a des forces qui caractérisent le développement durable à Ville de Saguenay et au Saguenay-Lac-Saint-Jean. On a tout de même un certain nombre d'éléments qui nous caractérisent dont la proximité de la nature. C'est-à-dire qu'il y a un contact assez rapide entre le milieu urbain et le milieu naturel. Les Québécois et les gens de la région sont particulièrement sensibles à cette dimension de la proximité de la nature. On a cette fibre qui fait qu'en cinq minutes on peut se retrouver dans la nature et ça fait de nous des gens qui ont cette sensibilité ce qui n'est

pas à négliger dans une perspective de développement durable. Deuxième force que l'on peut identifier est la présence de valeurs écologiques. Il ne faut pas oublier que l'on a été, au Saguenay-Lac-Saint-Jean, les premiers à avoir un conseil régional de l'environnement. Des comités de l'environnement dans les années 1970 se sont mis sur pied. Il y a donc des valeurs écologiques qui ne sont pas forcément représentées juste par ces comités ou par le Centre québécois de développement durable. Mais on peut dire qu'il y a une sensibilité, qu'il y a des valeurs écologiques qui sont liées, et ça c'est une force lorsque l'on pense au développement durable.

- Une des contraintes pour un développement durable viable où il y a maîtrise des ressources naturelles ce serait évidemment de pouvoir au moins gérer nos ressources notamment toute la question de l'hydroélectricité et des redevances. Tous ceux qui sont dans le développement régional le savent, depuis trente ans la région demande de gérer les redevances liées à l'exploitation des ressources naturelles. Il ne faut pas se le cacher, il ne faut pas non plus essayer de vouloir s'habiller et de dire que tout va bien. Il y a des contraintes. Une des contraintes est la présence industrielle dont les impacts sont souvent très significatifs mais aussi sous-estimés. Et ces impacts-là évidemment on les retrouve à la fois sur l'organisation et l'occupation du territoire. Et là, on pourrait parler des compagnies forestières et évidemment d'Alcan, comment ceux-ci ont pu structurer aussi l'ensemble de notre aménagement du territoire, l'usage et la gestion des ressources naturelles, la santé des écosystèmes, la santé humaine.
- Une grande contrainte qui n'est pas spécifique à ici mais qui est encore plus cruciale ici puisque nous sommes dans une région qui a malheureusement le plus haut taux canadien de chômage, c'est l'assujettissement de la donne économique ou si on veut la réalité des activités économiques qui se présente comme un impératif. On n'a pas le choix, il faut bien cela, « Amenez-nous les tous les déchets du Québec

et même des États-Unis on va les traiter, on va créer trois emplois avec ça. On ne sait pas où on s'en va avec ça mais ce n'est pas grave, on va avoir trois emplois de plus ». On est tellement assoiffé, on veut tellement créer des emplois et en garder que l'on est un peu prêt à tout. C'est un constat qui est un peu général mais qui est encore pire ici.

- Il y a une volonté politique que l'on peut qualifier de LFB, le leadership du laissez-faire, fermer les yeux et baisser les bras.
- Il y a une faible reconnaissance par les politiques aussi et les gestionnaires de l'importance du capital naturel, du capital humain dans le développement. Ce matin on a entendu que, oui, c'est très important le capital humain, les ressources, le savoir etc. mais dans les décisions ça ne se reflète pas encore. C'est un discours relativement nouveau.
- En terme d'environnement et de gestion du développement de façon générale, on a un mode de gestion centralisé. Même si on a un bureau régional du ministère de l'Environnement, il faut voir ce qu'ils font. On les entend parler quand il y a eu une catastrophe et qu'ils nous disent « Non, non, il n'y a pas de dangers, il n'y a pas eu d'impacts ». À part cela on ne les entend pas beaucoup parler. On a un mode de gestion de façon générale que ce soit au niveau local, régional ou provincial, centralisé et réactif de type réglementaire. Le principe de précaution écologique qui devrait valoir dans un développement durable est très peu appliqué. Donc, la prise en compte de l'environnement de l'avis de certain est encore vue par les décideurs comme un discours, une procédure coûteuse, une épine dans le pied.
- Finalement, une autre contrainte est l'absence de culture, d'une vision commune que ce que pourrait être un développement viable et durable c'est-à-dire où l'on reconnaît ensemble l'interdépendance des composantes sociales, environnementales et économiques. L'interdépendance aussi des échelles, les pollutions ne connaissent pas les frontières. Donc, l'importance de reconnaître l'interdépendance des

échelles et aussi l'importance des réseaux d'acteurs. Donc, de pouvoir travailler tous ensemble autour de cette vision.

- Le développement durable aussi c'est une appellation. Ce n'est pas parce que le mot n'existait pas avant qu'on n'en faisait pas et que l'on n'avait pas ces pensées-là. On peut penser à d'autres sociétés aussi qui peuplent le territoire et qui ont travaillé en ce sens-là davantage.
- Le développement durable c'est trois axes : l'environnement, le social et l'économique mais il faudrait aussi leur donner des qualificatifs. Il faudrait parler de prudence environnementale. Les événements que l'on entend nous parlent du STRAS, de la grippe aviaire, etc. La nature et ses organismes ont maints outils et manières de faire que l'on peut à peine deviner. Il n'y a pas juste la reproduction des organismes par les voies sexuelles, il y a un paquet d'échanges qui peuvent être faits intermembranaires et qui peuvent nous amener bien des surprises. Donc, on parle de prudence environnementale et aussi d'équité sociale. Le côté social c'est un très grand domaine mais c'est sûr qu'il va y avoir des turbulences tant qu'il n'y aura pas une équité à travers tous les membres d'une société locale ou large. Il y a le volet économique et là on va parler d'intégrité économique. Il faut toujours bien que nos économistes et que ceux qui oeuvrent dans ce domaine soient intègres. On en convient. On peut regarder les scandales qui ont secoué le monde financier depuis quelques années. Quand on parle d'intégrité économique, on parle aussi d'intégration parce, bien entendu, on travaille avec des paradigmes et on va avoir de la difficulté à faire des choix judicieux en fin de compte. On nous montre des culs-de-sac en terme d'emplois, en terme de développement économique, c'est que l'on fonctionne avec des paradigmes économiques qui ont été établis par le passé et que l'on accepte pour vrai mais il va falloir gratter la chose au-delà de cela. Quand on parle d'intégration économique, il faut regarder notre capital, notre capital-ressources, notre capital-humain. Il est faux de dire que l'on s'enrichit quand on exporte du bois et qu'on n'en a pas la

juste part et qu'on n'est pas capable d'assurer la constante, maintenir à tout le moins notre capital. Il faut intégrer les coûts de nos activités davantage. Si on intègre tout cela et que l'on fait le produit intérieur brut, c'est un élément, c'est un indicateur. Aussitôt que l'on va intégrer davantage tous les aspects économiques du produit et son cycle de vie, comment on fait aussi pour le retourner? Est-ce qu'on le jette après suivi? Le paradigme économique va être grandement changé.

- En terme de développement, il ne faut pas parler nécessairement que de croissance. S'il y a une croissance qui est souhaitable, c'est celle de l'Homme pour lui-même parce que l'on s'est doté d'un paquet d'organismes, d'institutions mais qui ne rendent pas nécessairement l'Homme plus heureux. Où est-ce que l'on veut être en 2025, nos enfants, est-ce que l'on va être plus heureux? Et à partir de cela, faisons le travail à rebours et déterminons comment on va atteindre ces objectifs-là.
- Le développement durable ça n'existe pas. C'est un premier élément qui est peut-être un peu surprenant comme cela mais ça ne nous empêche pas quand même de poursuivre l'idée d'un développement durable parce que le développement durable ne s'avère qu'après qu'il a eu lieu. Les gens qui ont découvert l'ADN, il y a 51 ans, ils ne savaient pas s'ils faisaient du développement durable ou pas. C'est par la suite que la société s'est emparée de cette découverte. Chacun y a apporté sa pierre et on a comme ça réussi à survivre et à utiliser la connaissance qui nous avait été donnée par les découvreurs de l'ADN pour, par exemple, développer les biotechnologies, pour connaître le génome régional, pour faire toutes sortes de choses que l'on n'aurait pas pensé imaginables il y a cinquante ans.
- On ne peut pas prévoir de façon aussi automatique les choses à long terme. Il y a des changements, notre monde est constamment en changement et, au fond, le développement durable, comme le dit Monsieur Di Castri, c'est l'adaptabilité. L'adaptabilité, elle se développe



comment? Dans un numéro de la revue Organisation et territoire, il y a un article sur les changements climatiques et la région en 2025. Les changements climatiques sont commencés. Si vous imaginez que ça ne nous affectera pas, d'abord ça nous affecte déjà, et deuxièmement ça fait qu'il n'y a plus aucun des pôles de développement traditionnel de la région en ce qui concerne les ressources naturelles qui peut être considéré avec certitude. On est dans un monde qui est en constant changement. On est dans un monde dans lequel aussi le passé n'est pas garant de l'avenir et il y a des opportunités qui sont complètement nouvelles qui vont nous être offertes et la seule façon d'être capable de saisir ces occasions de développement c'est d'être connecté, d'être branché. D'être branché non seulement par Internet mais d'être branché sur l'information qui circule et d'avoir la possibilité de développer des nouveaux futurs possibles, d'être capable d'avoir de l'imagination. Pierre Dansereault nous a dit « Nos faillites sont celles de l'imagination ». Or, dans la région on ne pêche pas par excès d'imagination en tout cas dans les plans de développement actuel. On essaie de soit limiter l'exode ou de limiter le rétrécissement mais on reste toujours axé sur les mêmes idées. Or, Di Castri, encore une fois, nous a dit « Tous ceux qui veulent se développer sur les richesses naturelles, que ce soit des régions que ce soit des pays, sont condamnés au sous-développement durable ». Les ressources naturelles sont un élément du développement mais le vrai développement est d'abord dans les ressources humaines et ça on ne le dira jamais assez. Même si on pouvait penser au point de départ que l'on s'inscrit dans un paradigme du développement durable ou dans une définition du développement durable, même si certains se qualifient du paradigme humaniste ils parlent d'environnement alors que certains se qualifient d'environnement, ils parlent d'humanisme. Effectivement, il n'y a pas de frontière dans l'idée du développement durable. Le développement s'adresse d'abord à des êtres humains pour le bénéfice des êtres humains et pour satisfaire aux besoins du plus grand nombre

d'êtres humains. Actuellement, connectivité, adaptabilité et capacité de croire en sa force et sa capacité de mener des projets à bout. Ce n'est pas en demandant les redevances seulement que l'on va sortir la région de quoi que ce soit. On va simplement s'embarquer dans une autre forme d'assistanat. La région doit construire sur d'autres futurs possibles que la répétition de son passé et ça passe par la formation supérieure, ça passe par le développement de nouveaux pôles d'excellence. À titre d'exemple, le pôle d'éco-conseil que nous sommes les premiers à donner en Amérique du Nord et qui nous attire dans la région des clientèles à chaque année, chaque cohorte, qui viennent à 80 % de l'extérieur de la région. Au sens de certains, c'est une petite chose mais c'est un exemple que la région peut avoir de l'intérêt par sa capacité d'innovation. Et c'est dans cette capacité d'innovation, autant dans les entreprises que dans la façon dont on va traiter les forces qu'on a sur le terrain que l'on va être capable de penser un futur qui ne sera pas simplement un rapetissement continu et continu.

- En ce qui concerne tout le potentiel d'exportation, il faut faire attention à ne pas se jeter dans les mêmes créneaux que tout le monde utilise. À partir du moment où on est capable de développer un produit de qualité à haute teneur culturelle qui occupe une niche, là le marché mondial est ouvert. Mais tant qu'on se jette à essayer simplement de produire plus pour faire compétition à Terre-Neuve, au Maine ou l'Arkansas, on va toujours être perdant de par le fait que l'on a un éloignement des marchés, on est obligé de forcer nos écosystèmes à produire plus. Tous les investissements que l'on met pour transformer une activité en une activité industrielle, ça se traduit par des impacts ailleurs. Quand on pense juste à augmenter la productivité, on tourne les coins ronds à quelque part. Donc, dans cette optique, le créneau de l'originalité, de la qualité et de la valeur culturelle ajoutée est extrêmement important pour se démarquer à l'échelle mondiale.

- En terme de création d'emplois, c'est extrêmement important que l'on connaisse bien nos caractéristiques. Au niveau culturel on a un potentiel, les grands spectacles ont démontré comment ils peuvent amener une activité économique. On a toujours eu un modèle de développement ici basé sur l'exportation de nos ressources naturelles et là-dessus, quand on va dans les pays en voie de développement, le parallèle est extrêmement facile à faire.
- Il y a deux manières de voir le développement durable. Il y a celle où c'est l'environnement physique qui prime. À partir de ce moment-là c'est certain que, au niveau des entreprises, l'environnement physique il n'y a pas de problème, ils vont toujours régler le problème les environmentalistes. L'autre vision, celle sur laquelle on devrait miser au Saguenay-Lac-Saint-Jean, c'est la question d'intégrer l'Humain là-dedans. L'Humain c'est la haute valeur ajoutée culturelle et ça permet d'en arriver à un développement durable qui est endogène. C'est ça la culture en effet. Il faut créer une culture dans ce sens-là. Il faut dégager ces deux-là.
- Au niveau des méga productions agroalimentaires, ce que l'on appelle les méga porcheries, ce que l'on s'aperçoit c'est que, oui, en fin de compte ils vont régler les problèmes environnementaux naturels ces grandes entreprises-là, il n'y aura pas de problèmes. Ils vont avoir assez d'argent pour en arriver à faire des normes qui vont régler tout cela mais en même temps, il y a le côté humain qui est complètement oublié là-dedans. C'est là que le bât blesse en fin de compte. Par exemple, dans Maskinongé, où il y a des méga productions agroalimentaires, il y a des communautés qui essaient de résister. On ne tient pas compte des communautés et des valeurs ajoutées culturelles qu'il y a dans ces communautés. Il faut tabler là-dessus si on veut avoir un développement durable endogène.
- La différence est extrêmement importante entre produire du cochon à .69\$ la livre ou produire un prosciutto de haute valeur ajoutée qui

finalement va laisser probablement beaucoup moins de fumier par tête de bétail et beaucoup plus de retombée économique, de savoir-faire et de fierté dans la communauté. Quand on s'enlignait dans une production, si vous voulez faire compétition à la production d'œufs des États-Unis, et bien il se casse plus d'œufs dans le transport aux États-Unis qu'il ne s'en produit au Canada. Donc vous êtes perdants avant de partir parce que leur amélioration marginale couvre votre capacité de production. Il ne faut pas jouer là-dedans. Si tu joues là-dedans, tu es perdant. Là où on a des avantages comparatifs, on les a fait valoir depuis le début de notre développement. On les a fait valoir dans l'hydroélectricité, dans la production de l'aluminium et on les a fait valoir dans la forêt. On les a fait valoir avant ça dans les fourrures mais chaque époque de ressources naturelles est dépendante de la demande sur les marchés. On a toujours été une région mondialisée. La nouvelle mondialisation elle est tout simplement une mondialisation de l'information, de la culture et de la valeur ajoutée qui représente des niches spécifiques.

- Comment la péri-urbanisation peut-elle être favorable à un développement durable? Il y a des études qui sont faites actuellement sur les effets néfastes de la péri-urbanisation, sur la perte de terres agricoles, la perte de boisées, la privatisation des cours d'eau et des lacs. Est-ce que vous avez déjà réfléchi à cet aspect, que les villes s'étendent? Si on projette ce qui se passe actuellement pour les vingt prochaines années, est-ce qu'on va pouvoir faire du développement durable en continuant un étalement urbain inconsideré? La question est très à propos. Quand on parle justement d'infrastructures urbaines, on a atteint la limite de notre vie utile en terme d'infrastructures qui ont été construites dans les années 1950-1960. C'est maintenant que l'on va avoir des choix à faire en terme d'investissements pour le futur. L'investissement pour le futur, encore faut-il savoir quels sont les rendements que l'on souhaite dans le futur, comment on veut que ce soit tout cela. Bien entendu, si on échange avec certaines personnes avec

des personnes qui ont des visions par rapport à cela, certains vont prôner une vitalisation du centre-ville et d'arrêter justement de s'épandre en périphérie et réinvestissons dans nos infrastructures de centres-villes. Mais venons les dynamiser aussi sinon, en fin de compte, la vie va se passer en périphérie et là on parle de transports, d'infrastructures, de boulevard pour se rendre à des ouvrages. Le travail de prospective doit nous aider à prendre ces décisions aujourd'hui en terme d'investissements, la réflexion doit se faire.

- C'est le discours que l'on entend depuis vingt ans chez les urbanistes qu'il faut concentrer le développement résidentiel à l'intérieur d'un périmètre dit urbain, c'est moins coûteux, etc. Mais il faut quand même prendre en considération les contextes particuliers de chacune des villes. C'est-à-dire que, on a du territoire ici, sans dire qu'il faut le gaspiller, sans dire qu'il faut s'étendre jusqu'aux monts Valin mais de là à dire qu'il faut tous vivre au centre-ville de Chicoutimi... On a des outils comme justement l'évaluation des impacts sociaux et environnementaux, qui nous permettent justement de faire le bilan d'une opération comme celle-là. Collectivement, qu'est-ce que l'on veut privilégier? Est-ce qu'on veut privilégier la qualité de vie au sens où chacun a son coin, sa piscine, son terrain, et que l'on va augmenter les problèmes avec les voitures, les routes et tout ce qui vient avec cela ou bien si collectivement on pense que l'on devrait limiter et quels sont les coûts, les avantages et les désavantages, les coûts cachés, les coûts sociaux et environnementaux? Et faire un bilan. Si on prend la Belgique ou l'Europe, où vraiment le territoire est occupé à son maximum, oui, ça devient très critique de garder la moindre parcelle de territoire. Maintenant dans une région comme ici, ça vaudrait la peine que l'on fasse l'exercice de se pencher à savoir d'évaluer les impacts de la péri-urbanisation et de voir en bout de piste qu'est-ce qui est le plus intéressant ou comment on peut concilier, comment on peut réduire les impacts négatifs. Peut-être qu'il y a moyen, sans tomber dans l'exagération de se donner des infrastructures

collectives qui ne sont pas trop coûteuses. Peut-être que non, non plus. On ne peut pas répondre comme ça et il faut le revoir dans une contextualisation parce que la qualité de vie au Saguenay-Lac-Saint-Jean c'est quand même important et c'est un point fort qu'on a. Ici, on est à cinq minutes de tout. On ne perd pas deux heures dans la ville de Montréal pour se déplacer à chaque jour. On peut aller à la campagne, on peut faire des sports. Il y a plein de monde qui viennent ici pour ça. Ce n'est pas connu. Comment on pourrait juste mettre ça en valeur cette proximité de la nature? La qualité de vie actuellement c'est quelque chose que tout le monde recherche surtout dans un contexte où on se sent tous attaqués par des virus, on se sent tous attaqués par la violence à l'échelle internationale. On est encore ici au Saguenay-Lac-Saint-Jean, souhaitons-le, un oasis de paix et de tranquillité. Comment on pourrait mettre ça en valeur? Il y a là une piste fort intéressante pour 2025.

- Le développement pour une personne peut être considéré comme une catastrophe pour l'autre. Il y a quelques années, le secteur de l'hôtel Le Montagnais, c'était les fermes du Séminaire et les fermes de l'Hôtel-Dieu de l'autre côté. C'était des terres agricoles très productives. D'en avoir fait un « gasoline alley », est-ce que c'est un développement? Les maires successifs de Chicoutimi l'ont considéré mais il n'y a jamais eu de planification.
- C'est vrai que la péri-urbanisation ça met du monde partout, ça met des impacts partout. Le plus important, les impacts résiduels à long terme de l'exploitation forestière en milieu boréal, c'est la péri-urbanisation. C'est le fait que l'on retrouve des chalets partout, c'est le fait que l'on retrouve des impacts partout sur le territoire. Résiduel, après que la forêt a été coupée et qu'elle va se régénérer par la suite.
- Dans les vingt dernières années, le monde agricole a fait des grands pas au niveau de la protection de l'environnement. Il y a beaucoup de choses qui se sont faites. On a fait des grands bouts parce qu'on était

ciblé, on est tout le temps ciblé. On fait des choses, on fait des réflexions et on est impliqué au niveau de la protection de l'environnement et au niveau économique. Au niveau de l'Humain, la société en générale, est-ce qu'elle l'a fait ce bout-là et est-ce qu'elle va le faire à un moment donné? C'est quoi que le monde fait individuellement? On a des beaux discours mais individuellement il n'est pas sûr que les gens entendent aussi vite.

- Au niveau de la forêt, avec la taxe sur le bois d'œuvre, une chance qu'on a cela parce que ça va nous forcer à transformer notre matière première. On peut voir cela comme une chance dans le fond. Transformer la matière première n'est pas facile, n'est pas rentable, n'est pas viable. Donc, il faut les outils en conséquence. Les grosses compagnies n'embarquent pas dans la deuxième transformation du bois parce que ce n'est pas rentable. Ce qui manque présentement c'est au niveau des outils pour réussir à le faire. Où trouver les ressources au niveau financier pour réussir à faire de la deuxième et troisième transformation pour avoir de l'emploi durable et viable?
- On a dit que le développement durable est un mythe. Comment voit-on l'application des concepts du développement durable dans la vie de tous les jours de Monsieur et Madame Tout-le-monde?
- Une forme d'application du développement durable dans la zone géographique de Ville de Saguenay est le Cap-à-l'Ouest. Le projet du Parc de la Nordicité qui est en voie de développement actuellement, qui est un projet concret, on travaille dessus depuis trois ou quatre ans. C'est un site exceptionnel, c'est un site où il y a des risques. La zone portuaire n'est pas loin, il faut se méfier mais il y a quand même tout un potentiel, il y a des axes de développement. Ce projet-là a été mis en place par le Centre québécois de développement durable et par le Fonds jeunesse. Il y a eut de la formation des jeunes qui s'est fait de la Commission scolaire et ce qui fait qu'on développe un concept, la philosophie et l'emplacement et le site se faisant. Ça pourrait très bien

s'intégrer avec l'axe, le pôle de Saguenay actuellement, la Fabuleuse, le pôle des croisières, ajouter à cela le Parc de la Nordicité. Ça c'est une réalisation à pousser et à retenir dans l'axe de développement de Ville de Saguenay.

- C'est bien que l'on parle des situations particulières de l'agriculture, de la forêt, du Parc de la Nordicité. Par rapport à la nordicité, les habitations dans lesquelles on vit sont très inappropriées, on se bat contre l'hiver au lieu de vivre avec l'hiver.
- Quand on parle aussi de l'économie, de quoi on va parler aussi, de consommation. On connaît les modèles de simplicité volontaire mais il y a aussi la consommation citoyenne. Tout le monde a les outils pour orienter et influencer notre demain.
- Le développement durable n'existe pas physiquement, ce n'est pas quelque chose que l'on peut acheter au marché. C'est une idée, c'est un processus, c'est une façon de penser, c'est une façon de construire dans laquelle s'inscrit un ensemble d'éléments, d'outils. Il y a tout un ensemble d'éléments, d'outils du développement durable qu'il faut tester et c'est une hypothèse donc il faut accepter que l'on se trompe aussi. Toute cette question de l'adaptabilité est fondamentale et l'adaptabilité ce n'est pas d'aller au plus serré, au plus pointu, de ce que l'on peut produire, comme en agriculture, mais c'est d'avoir des marges de manœuvre. Or, on n'a pas tenu compte de se donner des marges de manœuvre dans la région et ça on paie le prix. Quand on n'a pas le choix, on n'est pas dans le développement durable.
- Le développement viable c'est un développement qui met l'accent sur l'humain, qui met l'accent sur le processus.

### **Défis**

- De la même façon, on peut parler de l'écologie industrielle. Il y a, à l'heure actuelle, des produits ici dans la région qui ne sont pas valorisés, qui sont envoyés à l'enfouissement et qui pourrait générer à l'intérieur de



la région des circuits d'écologie industrielle qui permettraient de faire des coûts évités pour les entreprises. Les coûts évités pour les entreprises c'est de la sécurité pour les employés. Des coûts évités pour les entreprises c'est du développement endogène qui peut se produire. Essentiellement, ce sont des pistes, des exemples de choses qui peuvent se faire et on travaille sur ce genre de choses à la Chaire en éco-conseil.

- Une autre force structurante par rapport à l'étalement urbain, c'est-à-dire que ce n'est pas l'étalement urbain, il faut prendre la lorgnette pour la virer de bord. Il faut voir plutôt que si on veut arrêter l'étalement urbain, il faudrait stopper en fait le vidage des campagnes et revaloriser la profession d'agriculteur. En plus, en arriver à une coexistence pacifique en campagne. Sinon, on envoie toujours des gens en ville et qui vont être captés par les courants de l'étalement.
- Là où on peut se distinguer c'est justement dans ce qui fait de nous la différence. Sans se croire si originaux que cela, c'est d'appuyer notre développement sur l'ensemble de la collectivité et sur l'ensemble de nos forces et de notre potentiel et pas juste trouver la recette miracle qui va être le bois de Wapiti tantôt, qui va être l'or bleu, l'or jaune, l'or vert. On l'a fait cela et on voit ce que ça donne aujourd'hui. Alors il faut vraiment trouver une façon, un processus. Le développement durable peut servir de lieu rassembleur qui nous permette justement d'associer tous les gens, tous nos jeunes, toutes les femmes, les handicapés, tout ce qui peut permettre à tout le monde d'intervenir dans le développement et à tous les niveaux et pas simplement en trouvant la recette d'exportation miracle. Ça ne veut pas dire qu'il ne faut pas en faire, ça ne veut pas dire que c'est à rejeter mais ça veut dire qu'il ne faut pas axer que sur ça.
- C'est plus sur l'aspect humain qu'il faut miser.
- Par rapport aux trois axes du développement durable, c'est le paradigme économique qui est le moteur. On en parle depuis ce matin et certains suggèrent une rupture par rapport au modèle économique. C'est

l'intégrité économique et l'intégration des vrais coûts réels. Faisons les vrais bilans. Dans vingt-cinq ans, est-ce que l'on s'est enrichi ou est-ce qu'on s'est appauvri par rapport à un projet donné? Est-ce que la collectivité c'est enrichi? Après cela, prenons les décisions appropriées en fonction de ces objectifs-là. On ne l'a pas assez fait l'exercice de prospective présentement parce qu'on parle d'aujourd'hui vers demain. Il aurait fallu se camper demain et faire un peu de rétrospection. Bien entendu, ça demande un peu de remue-méninge de faire la chose. On parlait de déficit, les ressources humaines qui étaient le capital le plus grand. Oui, c'est vrai, indéniablement. On parle de déficit d'imagination mais, de l'imagination, les gens en ont à revendre mais on ne se fait pas confiance. C'est sûr que c'est un peu inquiétant quand on parle de ruptures parce qu'on est obligé de tirer en arrière. Notre expérience éclaire bien notre passé mais ça n'éclaire pas du tout notre avenir et tout dépendant comment on va vouloir se repositionner par rapport à cela et où on veut être dans vingt-cinq ans et nos enfants, les choses peuvent être tout simplement.

- Pour donner des chances à nos jeunes d'avoir des choix, il faut d'abord leur donner cette sécurité qui n'est pas d'avoir une voie toute tracée soit vers l'extérieur de la région ou soit vers l'usine à la lotto de qui va être employé. À quelque part, cette dimension-là, il faut se réapproprier les choses. Actuellement, si vous voulez acheter un chou-fleur de la région, il y a une épicerie qui en offre sinon le chou-fleur de la région il va à Beauharnois et il revient. Il a fait mille kilomètres en camion pour être aussi pas frais que s'il venait de la Californie. Il y a quelque chose qui ne va pas là-dedans. Si vous voulez acheter un 2X4 de la région, il faut qu'il aille à Montréal et qu'il revienne par le train. Il y a quelque chose qui ne va pas là-dedans. Il pourrait très bien y avoir des circuits à l'interne qui nous permette de profiter, de raccourcir les chaînes de consommateurs producteurs et de profiter de nos avantages comparatifs. Pas

nécessairement juste de demander des redevances comme des casseaux ouverts.

### **Pronostic**

- Actuellement, le gouvernement du Canada veut produire, dans son plan de lutte aux changements climatiques, 10 % d'éthanol pour 35 % des carburants vendus au Canada en 2010. Ce n'est pas avec du maïs que l'on va produire cela parce que le bilan du maïs pour produire des carburants, c'est un bilan qui est très peu avantageux en terme de gaz à effets de serre. La grande façon de produire cet éthanol ça va être avec des résidus du bois. C'est donc là une possibilité pour nous, qui a l'utilisation des ressources forestières, d'imaginer par exemple des usines de production d'éthanol qui vont s'installer dans les camps forestiers pour ne pas descendre les résidus du bois et augmenter nos émissions de gaz à effets de serre mais au contraire pour descendre de l'éthanol parce que le marché va être-là. Ceux qui vont anticiper le marché de l'éthanol vont être ceux qui vont le vendre dans quelques années parce que c'est une partie du carburant qui va remplacer le pétrole.
- Une immense richesse que l'on a à l'heure actuelle et qu'on semble ignorer ou du moins politiquement dévaloriser, c'est la population autochtone de la région. Si on regarde les données démographiques, on se rend compte que notre avenir de la jeunesse se situe dans les populations autochtones qui sont des populations qui ont une pyramide des âges qui est à l'inverse de la notre. Donc, les jeunes de la région, ça va beaucoup être des jeunes autochtones. Si on contient les autochtones dans des réserves et dans leur rôle traditionnel ou dans la situation traditionnelle dans laquelle on les a maintenus pendant les cent dernières années, non seulement on commet des injustices profondes mais en plus ils ne pourront pas s'en sortir. En restant dans une culture d'assistance, ils ne pourront pas contribuer à faire de la région quelque

chose d'original. À l'heure actuelle, les gens qui ne voient pas cette dimension-là manquent une dimension importante du développement durable. Et on ne s'en sortira pas nous non plus.

- L'automobile et le camion sont là pour rester jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de pétrole et c'est ça la force structurante à l'heure actuelle de l'urbanisation et de la péri-urbanisation. Tant qu'on n'aura pas modifié cela, on va continuer à s'étendre.
- Un processus nous permettrait de s'associer tous les acteurs territoriaux ensemble autour d'une démarche soutenue de développement durable. On sait qu'il y a l'agriculture communautaire, l'agriculture soutenue, c'est important mais aussi il faut avoir une démarche commune soutenue. On pourrait voir aussi que la Ville, comme premier citoyen, a un plan vert c'est-à-dire qu'elle a un plan écologique et qu'elle est en soi un citoyen vert et qu'elle a étudié toute la façon de ne pas avoir de perte énergétique, d'avoir des bâtiments verts, d'avoir des pratiques qui permettent justement dans ses opérations et dans ses politiques aussi de protéger l'environnement mais aussi d'inclure le plus possible de gens dans cette démarche d'un développement qui nous caractérise et qui respecte l'ensemble des individus et du milieu dans lequel on se trouve. Le Canada a été un des premiers leaders en terme de développement durable dans les années 1990 mais on a perdu cette place au profit de l'Europe, ce n'est pas un concours mais on était assez avancé parce qu'on a une technologie qui nous permet de contrôler la production, on a une industrie verte mais on n'a pas forcément développé des outils de planification stratégique comme il s'est fait en Europe avec les Agendas 21. Qu'est-ce que c'est un Agenda 21? C'est tout simplement un plan de planification stratégique à l'échelle locale qui permet à chacune des communautés, des collectivités territoriales, de dire ce que l'on veut et ce que l'on ne veut pas et comment à travers la forêt, l'agriculture, le transport en commun, les usines qui sont sur notre territoire, on peut

justement arriver à faire un développement qui tienne compte des capacités et des limites.

- Un autre élément que l'on pourrait voir en 2025 c'est un tableau de bord qui permettrait de suivre en continu nos indicateurs de développement durable autant en terme d'équité salariale, autant en terme d'équité sociale, autant en terme de protection de l'environnement, de niveau de pollution, etc. Et finalement, ça va faire quoi? C'est qu'en bout de piste, les entreprises, les familles, les jeunes vont décider de vivre ici et de se relocaliser ici puisque, comme on le sait, actuellement la valeur verte c'est une valeur aussi dont se targue les entreprises et c'est aussi une valeur qui leur permet d'être compétitif à l'échelle internationale, il y a même un indicateur boursier de durabilité. Donc, si les villes sont capables de s'afficher comme des villes durables, elles vont avoir cette capacité d'attraction autant au niveau des individus que des familles.